

LA NOUVELLE PLACE  
DU JAPON  
DANS LE MONDE

**L**E JAPON TRAVERSE une période de crise conjuguant turbulence politique et stagnation économique. Est-ce le bon moment pour s'interroger sur la nouvelle place du Japon dans le monde ? La prudence voudrait que la réflexion se cantonne à aligner quelques chiffres impressionnants sur les prouesses de l'entreprise japonaise et que l'on attende la fin des orages pour avancer des pronostics. Mais l'avenir du Japon dépend de la façon dont il surmontera les difficultés dans lesquelles il est actuellement plongé. « Le trajet du typhon est imprévisible, mais ne pas s'y adapter, c'est périr assurément », me disait Haruo Shimada, conseiller social officieux de l'ex-Premier ministre Hosokawa.

La puissance économique japonaise a-t-elle atteint son zénith en 1990 ? Le soi-disant modèle social japonais est-il menacé ? La Chine et les autres dragons asiatiques vont-ils éclipser l'expansion nipponne ? Le Japon peut-il encore confier entièrement sa sécurité aux États-Unis ? Ces vastes questions seront effleurées, avant de conclure sur trois scénarios : l'État révolu, l'État mercantiliste, l'État civil.

LA DRÔLE DE CRISE ÉCONOMIQUE

Le mot « crise » peut-il décrire un pays qui a accumulé un excédent de 130 milliards de dollars de ses paiements courants en 1993, qui cantonne le taux de chômage en dessous de 3 %, qui ignore l'inflation ? Premier créancier du monde, le Japon finance en large partie le déficit du premier débiteur, les États-Unis. Il multiplie les achats et les créations d'entreprises sur tous les continents.

À l'aune financière, c'est vraiment le numéro un, le « *Japan as number one* » que louait le sociologue Ezra Vogel, dans un ouvrage de 1979

qui a fait plaisir aux lecteurs de Tokyo et frémir ceux de l'Ohio<sup>1</sup>. Dans cette version très simplifiée du capitalisme, les hégémonies s'enchaînent : *Pax Britannica* au XIX<sup>e</sup> siècle, *Pax Americana* au XX<sup>e</sup> siècle et *Pax Nipponica* au XXI<sup>e</sup> siècle. Si le capital est le nerf du capitalisme, le Japon mérite effectivement la médaille d'or. Mais l'expérience passée des emprunts russes sur lesquels se précipitaient les épargnants français laisse penser que la finance n'est pas l'*alpha* et l'*oméga* de la puissance.

L'exportation de capitaux doit être le prolongement de la puissance industrielle. Et, sur ce point, le Japon n'a rien à craindre. Entre 1985 et 1990, les entreprises nippones ont investi dans l'équipement productif et dans la recherche appliquée autant de milliards de dollars que leurs homologues américaines. Sachant que le Japon a une population et une économie deux fois plus petites que celles des États-Unis, l'investissement y a donc été deux fois plus élevé par habitant.

10

Le Japon vient en tête des pays de l'OCDE pour l'effort de recherche des entreprises privées.

Cette superpuissance financière, industrielle et technologique possède les trois jokers de l'épargne, de la productivité et de la technologie. Du fait de quel mistigri la croissance s'est-elle grippée en 1990 ? De 1990 à 1993, le taux a été de 1,3 % en moyenne par an et les pronostics pour 1994 ne sont guère meilleurs. Est-ce l'amorce du crépuscule annoncé, dix ans après le livre fameux d'Ezra Vogel, par un autre ouvrage brillant, de Bill Emmott (*The Sun also sets*<sup>2</sup>), qui avance deux arguments principaux ? La dérégulation financière imposée par les États-Unis va obliger à bien rémunérer l'épargne japonaise, ce qui empêchera les firmes industrielles de continuer à se financer à bas prix. Et la population vieillissant, le taux d'épargne va baisser, car les personnes âgées consomment davantage d'épargne qu'elles n'en secrètent. Moins d'épargne et plus chère, le Japon va-t-il perdre le nerf de la guerre ?

Regardons la conjoncture avant la structure. Restons sur le constat de cette croissance subitement disparue comme une rivière s'évanouit brusquement dans une faille. Cette stagnation a succédé à ce que l'on a appelé la « bulle » de 1985-1990. Après les accords du Plaza, qui ont organisé la dépréciation du dollar, la valeur du yen a doublé en un an. Le gouvernement a lâché tous les freins monétaires pour éviter la ban-

1. Ezra Vogel, *Japan as number one*, Cambridge, Harvard University Press, 1979.

2. Bill Emmott, *The Sun also sets : why Japan will not be number one*, Londres, Simon & Schuster, 1989.

queroute des exportateurs. La spéculation s'est déchaînée sur les terrains, les actions, les œuvres d'art (*Les Tournesols* de Van Gogh).

Cette bulle spéculative qui a fait la une des médias en a caché deux autres : une bulle de consommation des ménages et une bulle d'investissement des entreprises. Les achats de voitures ont bondi de 64 % en cinq ans et les constructeurs d'automobiles ont bâti usine après usine.

Quand la bulle ou plutôt les bulles ont éclaté, les achats d'automobiles ont plongé et les grandes firmes se sont retrouvées avec de vastes capacités inemployées. Elles ont freiné brutalement leurs investissements et comprimé leurs coûts salariaux. Les achats de biens d'équipement ont fortement diminué et ceux de biens de consommation ont stagné. La panne de la demande intérieure n'a pas été relayée par l'exportation. Comme le yen était très haut, les excédents de capacité n'ont pu, comme à l'accoutumée, être déversés sur les marchés étrangers.

11

La bulle de croissance précipitée a été suivie d'une contre-bulle de stagnation. Le Japon résorbe sa bulle comme un python digère un œuf : lentement mais sûrement. Bientôt, les Japonais vont devoir remplacer leur voiture, alors que les constructeurs auront supprimé les usines les plus anciennes. Un équilibre entre l'offre et la demande va donc se rétablir, et la croissance pourra repartir. Mais à quel rythme ? Cela dépend de la politique économique ; on y reviendra.

Bill Emmott, en bon Britannique, met l'industrie financière au premier plan. Or l'épargne n'est qu'un des atouts du Japon, et cet atout n'est pas prêt de disparaître. L'épargne japonaise reste si abondante que les taux d'intérêt nippons sont plus faibles que ceux des autres pays. Ils semblent être les seuls (avec ceux de la Suisse qui a aussi un colossal excédent extérieur) à échapper à l'influence dominante des taux américains.

Quant aux sexagénaires japonais, ils sont les seuls au monde à continuer à épargner (et ils sont très nombreux à continuer à travailler). L'effondrement du taux d'épargne japonais n'est pas pour demain ! Cela dit, le vieillissement du Japon est indéniable, mais son principal impact se situe ailleurs que sur le partage entre consommation et épargne.

La production japonaise s'implante rapidement hors du Japon et va reprendre au Japon où subsistent tous les ingrédients d'une croissance vigoureuse : travail qualifié, épargne abondante, technologie sophistiquée. L'industrie japonaise, intérieure et extérieure, n'a pas dit son dernier mot.

## UN MALAISE SOCIAL LATENT

D'ordinaire, l'arrêt de la croissance s'accompagne d'un bond du chômage. Cela n'a pas été le cas au Japon, car les trois amortisseurs usuels ont joué.

Les grandes entreprises ont coupé les heures supplémentaires, rogné les bonus semestriels, diminué l'emploi intérimaire, comprimé l'embauche, déplacé les ouvriers, techniciens et cadres. Une grande flexibilité des salaires et une grande mobilité entre les postes de travail sont les corollaires des trois garanties de l'emploi à vie, du salaire à l'ancienneté et du syndicat d'entreprise. Néanmoins, ces grandes firmes ont dû conserver des sureffectifs importants (20 000 sur 300 000 salariés chez les onze constructeurs d'automobiles, soit 7 % des effectifs).

Dans le monde plus opaque des PME industrielles, les ajustements ont été probablement plus brutaux.

Et le secteur abrité des services de proximité a continué à recueillir les égarés.

Combien de temps les grandes entreprises pourront-elles garder ces sureffectifs si la reprise tarde à venir ? C'est la première question.

La deuxième question porte sur le vieillissement du Japon. L'après-guerre a soulevé une vague démographique de « baby boomers », qui ont aujourd'hui entre 45 et 50 ans. Cette vague en a engendré une autre, plus réduite, qui arrive à l'âge adulte. Le pronostic des démographes est qu'il n'y aura pas de troisième vague, car le taux de fécondité est descendu à 1,5 enfant par femme.

Le débat ouvert sur le vieillissement est centré sur le déséquilibre à venir des régimes de retraites, lorsque la première vague arrivera à l'âge de la retraite (60 ans), en 2010. C'est donc un problème à long terme. La question d'actualité, plus pressante quoique moins présente dans la discussion, est que le vieillissement pèse déjà sur les entreprises, où les « baby boomers » constituent une couche pléthorique de cadres moyens, très coûteux car ils sont payés en fonction de leur ancienneté. L'embauche réduite de jeunes diplômés mal rémunérés n'assure plus une péréquation.

Les grandes entreprises sont donc confrontées à un sureffectif *durable* de cols blancs, qu'elles traitent de front ou obliquement. Une méthode « sèche » a été instituée par Honda : si un cadre ne donne pas satisfaction au bout de huit ans, il perd sa responsabilité et 30 % de son salaire. Cette perte de face et de revenu surviendra au moment où les

dépenses familiales seront maximales, en raison du coût très élevé des études universitaires et du paiement des traites d'accession à la propriété. La classe moyenne, dont la quasi-totalité des Japonais estiment faire partie, prendrait un rude coup au moral si ce système était généralisé. La croissance ralentie ouvrirait une contradiction entre performance économique et consensus social.

La bulle a laissé des séquelles : le prix des terrains est redescendu de son pic de 1990, mais n'a pas retrouvé le niveau de 1985. Il en résulte que, pour la première fois, un rapport officiel – le livre blanc économique de 1993 – introduit une distinction entre les « *have* » et les « *have not* », entre les propriétaires, petits et grands, que la bulle a enrichis, et ceux qui déclarent renoncer à l'accession à la propriété : 73 % des non-propriétaires habitant dans les douze villes principales du Japon avaient en 1992 renoncé à ce rêve de sécurité et de promotion sociale<sup>1</sup>.

13

Ajoutons enfin que la pression de la « dérégulation », qui émane notamment des États-Unis, conduit à ouvrir à la concurrence nationale et internationale tout un secteur abrité, allant du bâtiment aux services de proximité, qui avait la vertu d'accueillir la main-d'œuvre excédentaire du pays, mal payée, mal garantie, mais à l'abri de la détresse du chômage.

Persistance des sureffectifs, pléthore de cadres moyens, accession difficile à la propriété, érosion des secteurs traditionnels sont quatre coups de canif dans le consensus japonais. Le modèle social japonais semble davantage remis en cause par le ralentissement de la croissance que ne l'est l'essor mondial du capitalisme nippon.

## LE JAPON ET LE RELAIS ASIATIQUE

A survoler les chiffres, la Chine, la Corée, les pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) ont pris la tête du vol d'ois sauvages et distancent le Japon<sup>2</sup>. Aux olympiades de la croissance durant les années 1980, Corée (9,6 % par an) et Chine (9,4 %) se partagent la médaille d'or, suivies par la Thaïlande (7,9 %), Taiwan (7,6 %), Hong Kong (6,9 %), Singapour (6,6 %), la Malaisie (5,7 %), l'Indonésie (5,6 %). Seules les Philippines (1,1 %) font moins bien que le Japon

1. Economic Planning Agency, *Economic Survey of Japan 1992-1993*, Tokyo, juillet 1993, p. 56 du résumé anglais.

2. Far Eastern Economic Review, *Asia 1994*, Hong Kong, décembre 1993. Il s'agit de taux de croissance annuels du PIB entre 1980 et 1991.

(4,2 %). La Chine a même poussé une pointe à 13 % en 1993 et promis d'essayer de redescendre à 9 % en 1994, alors que le Japon marque une pause.

Certes, le Japon pourrait se satisfaire du succès de ces émules qui ont tous imité son modèle de croissance, conjuguant l'audace des investisseurs, la discipline des salariés, la vertu des épargnants, la modernisation de l'agriculture et l'action obstinée d'un État « développeur »<sup>1</sup>. Mais le temps de la retraite du mentor n'est pas encore venu.

En premier lieu, la masse du Japon reste impressionnante. D'après les statistiques officielles, son PNB (c'est-à-dire sa production et son marché) est le triple de la somme des PNB de tous ses partenaires asiatiques.

14 Sa supériorité technologique, financière et commerciale est évidente et soigneusement entretenue. C'est le Japon qui fournit la plus grande partie des biens d'équipement dont la région a besoin pour sa croissance précipitée. Ce sont les firmes japonaises qui sont les plus nombreuses dans les zones franches, où abonde une main-d'œuvre mal payée et non protégée. Ce sont les sociétés de commerce nippones qui rivalisent avec les Chinois d'outre-mer pour organiser l'importation et l'exportation de ces pays. Ce sont les banques japonaises qui ont les réseaux les plus serrés. C'est l'aide japonaise qui est la plus massive et la plus concentrée sur l'Asie-Pacifique.

Le pays le plus avancé, la Corée, a encore besoin du savoir-faire japonais pour poursuivre son développement. Le récent accord de transfert technologique de Nissan à Samsung, qui veut se lancer dans la construction automobile, en est un exemple.

L'Asie-Pacifique constitue un système économique hiérarchisé dont le Japon occupe indiscutablement mais discrètement la tête.

Seule la Chine, par sa masse et par la volonté d'un État confus mais résolu, évite la dépendance à l'égard du capitalisme japonais. Seule la Chine, si elle parvient à soutenir sur une génération un rythme de croissance rapide dont elle a la capacité, peut inquiéter à terme le Japon dans la compétition mondiale.

---

1. Christian Sautter, « Les préceptes du développement asiatique (le rapport de la Banque mondiale) », *Économie internationale*, revue du CEPII, n° 37, 1<sup>er</sup> trimestre 1994.

## L'IMPRÉCISE SÉCURITÉ DU JAPON

Et la Chine n'est pas qu'une puissance économique en devenir. Elle est déjà une superpuissance militaire, dont la dépense pour la défense dépasse celle du Japon : 22,4 et 16,9 milliards de dollars respectivement<sup>1</sup>. Imaginons que les proportions au PNB restent les mêmes d'ici 2010 : 4,9 % pour la Chine et 1 % pour le Japon. Admettons que les croissances annuelles de la Chine et du Japon soient respectivement de 8 % et 3 %. Dans quinze ans, les dépenses militaires chinoises seraient trois fois plus élevées que celles du Japon. Cela mérite réflexion.

Il n'y a aucune raison de postuler que la Chine deviendra agressive. Mais ses revendications pressantes concernant les îles Spratley sont quelque peu troublantes, car cet archipel situé à plus de mille kilomètres de ses côtes est au milieu de la mer de Chine, de cette Méditerranée d'Asie du Sud-Est que traversent les pétroliers japonais remontant du Moyen-Orient.

15

C'est là que se glisse l'inconnue américaine. Tant que les États-Unis garantissent la sécurité du Japon, ils dissuadent celui-ci de renforcer son effort de défense. La paix règne en Asie si les rapports entre Chine, Japon et États-Unis sont équilibrés. Les autres nations peuvent vivre tranquilles. Et si un petit pays, la Corée du Nord, a un comportement incertain, pouvant laisser supposer qu'il pourrait se doter d'une arme nucléaire malgré sa ratification du traité de non-prolifération (que la Chine n'a pas signé), les efforts conjugués des trois grands du Pacifique, plus la Russie qui a une façade sibérienne, devraient l'amener à raison.

Si par contre les États-Unis se replient sur leur continent, parce qu'ils ont gardé un souvenir cuisant de la guerre du Vietnam, ou parce qu'ils ne verraient pas l'intérêt de défendre plus longtemps un pays qu'ils ressentent comme un concurrent puissant et pas toujours loyal, le Japon devra choisir une stratégie pour assurer sa sécurité : soit s'armer, soit faire le pari d'un pacifisme actif, où la dépendance économique et technologique de ses voisins à son égard serait telle qu'ils auraient plus d'inconvénients que d'avantages à menacer ses intérêts ou ses citoyens. Choix difficile, mais choix inéluctable.

---

1. The International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1994*, Londres, Brassey's, 1994.

## LE BESOIN D'UN NOUVEL ÉTAT

Le Japon, démocratie marchande, va devoir faire des choix. La plus grande démocratie et la plus grande économie d'Asie orientale ne vit plus dans un monde certain, où la vive croissance dissout les tensions sociales à l'intérieur et où la protection américaine écarte les menaces extérieures. Sans la sève de la croissance, sans le tuteur d'outre-Atlantique, l'arbre japonais est secoué par les bourrasques. Même si l'on peut considérer que les pays européens affrontent des crises sociales et des menaces plus graves pour leur sécurité et leur dignité, cela importe peu aux Japonais qui se soucient logiquement de leurs problèmes avant de compatir à ceux des autres.

16

Et leurs problèmes se focalisent sur un point : l'État.

L'État « *développeur* » est dépassé. La coalition de la bureaucratie, des milieux d'affaires et du Parti libéral-démocrate a organisé la reconstruction et la haute croissance du Japon de 1945 à 1973, un peu à la manière des technocrates de Jean Monnet, puis du gaullisme.

Ce « triangle de fer », comme on l'appelle au Japon aujourd'hui avec dérision, a prolongé son action dans le nouveau contexte d'une croissance ralentie. L'État développeur est devenu l'État *corporatiste*. Les grandes industries ont constitué de nombreux « oligopoles cordiaux » qui régulent les marchés privés, se partagent les marchés publics et se coalisent pour écarter la perturbation de nouveaux concurrents, étrangers mais aussi japonais. Les « familles » de la construction ou des télécommunications sont réputées pour leur cohésion, voire pour la collusion de groupes parlementaires, de bureaucrates et d'industriels. Sur cette collusion a aisément fleuri la corruption.

Parce que le Japon est une démocratie, que la presse, les juges, les intellectuels y jouent leur rôle (même si certains Japonais particulièrement exigeants voient plus les insuffisances que les réussites de leur démocratie), le système de l'État *corporatiste* a été rejeté par les citoyens japonais aux élections de juillet 1993.

Mais ce formidable système de pouvoir n'a pas dit son dernier mot. Il peut évoluer dans trois directions : l'État révolu, l'État mercantiliste, l'État civil.



## L'ÉTAT RÉVOLU

Certains pensent que les seules rivalités qui comptent désormais sont commerciales et que les vrais conflits se livrent entre firmes géantes des États-Unis, de l'Europe et du Japon sur les marchés des cinq continents<sup>1</sup>. A la limite, États et nations deviendraient des archaïsmes.

Il est vrai qu'une puissante industrie japonaise extérieure se développe en sus de l'industrie japonaise intérieure. Dans l'industrie automobile, la capacité de production « hors les murs », qui était nulle en 1980, pourrait atteindre 7 millions de véhicules en l'an 2000 (3 millions aux États-Unis, 3 millions en Asie et 1 million en Europe), soit près des deux tiers de la capacité restée dans l'archipel (11 millions).

Les échanges extérieurs ne signifieraient plus grand-chose, puisque ce seraient de plus en plus des échanges internes à des groupes multinationaux. Les demandes locales seraient satisfaites par des productions locales. Les firmes japonaises fabriquent des composants électroniques en Californie, tandis que les géants américains en produisent dans le Kyushu.

Les capitaux, les informations, les technologies circulent instantanément. Les gouvernements ne peuvent que perturber cette harmonie : le marché a enseveli l'État !

La place du Japon dans le monde devient une question vide de sens, puisque, à la limite, le Japon n'existerait plus ! Un consultant pourrait rédiger à prix d'or une étude sur la nouvelle place des firmes japonaises sur le marché mondial. L'histoire toucherait à sa fin. L'aurore des consommateurs succéderait au crépuscule des citoyens. Le monde se réduirait à la « triade » des trois ensembles développés : États-Unis, Communauté européenne, Japon, avec quelques satellites ! Le Sud plongerait dans le néant de l'insolvabilité !

Cette utopie du « Monde, société anonyme » ne mériterait pas que l'on s'y attarde plus longuement tant elle est dépourvue de pesanteur spatiale et de densité sociale. Cet économisme triadique ignore que, si les capitaux sont nomades, les hommes sont sédentaires. Le travail n'est pas une marchandise que l'on achète au plus bas prix sur l'étal mondial.

---

1. Kenichi Ohmae, *The Borderless World (Power and Strategy in the Interlinked Economy)*, Londres, Harper Collins, 1990.

Mais ce cauchemar climatisé progresse quand la logique marchande investit les domaines de l'information, de la culture, de l'éducation.

## L'ÉTAT MERCANTILISTE

18 L'État corporatiste est défensif : il protège les plus forts (grands bénéficiaires de marchés publics) et les plus faibles (agriculteurs et petits commerçants). L'État mercantiliste est offensif à l'extérieur comme à l'intérieur : il appuie les champions nationaux dans leur conquête des marchés mondiaux. Il mobilise les ressources internes et l'opinion publique à cet effet. Il stimule tous les ferments de ce que la nouvelle école d'économistes appelle la « croissance endogène » : investissement productif, recherche et développement, éducation et formation, infrastructures de transports et télécommunications.

Il sacrifie éventuellement les activités dépassées s'il est nécessaire d'en récupérer la main-d'œuvre (tertiaire de proximité) ou les terrains (agriculture), ou si la distribution « moderne » des produits et services abaisse le coût de la vie et rend donc moins pressantes les hausses de salaires.

Un grand État, inattendu, s'est converti récemment au mercantilisme : les États-Unis. Le président Clinton, tel Bonaparte au pont d'Arcole, entraîne les exportateurs américains à la conquête des marchés étrangers, épaulé par un commando d'anciens avocats d'affaires mené par Mickey Kantor. Il appuie les efforts d'une industrie manufacturière renaissante et d'un secteur hégémonique des services (banque, assurance, logiciels, audiovisuel, etc.). Il s'inscrit dans une tradition où les Japonais ont excellé pendant un siècle (de 1860 à 1973) et où les Français ont été performants à l'apogée de la politique industrielle (années 1960), puis durant la politique des grands contrats (années 1970).

Le mercantilisme de l'un appelle une riposte des autres, soit offensive, le mercantilisme, soit défensive, le protectionnisme. L'Europe n'a pas encore choisi. Le Japon pourrait (ce n'est pas une certitude) revenir à sa tradition d'État fort si la pression des États-Unis continue à être énergique sur le fond et grossière dans la forme. A l'évidence, les milieux d'affaires sont agacés par l'indécision gouvernementale qui est manifeste depuis l'été 1993 et qui remonte en fait bien au-delà. Et le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur), qui conserve la nostalgie de son apogée d'il y a trente ans, a élaboré une stratégie fondée sur une relance énergique de la demande par des grands travaux et

sur une dérégulation audacieuse de l'offre, tout au moins dans les secteurs abrités qui ne sont pas de sa compétence.

La compétition économique ainsi avivée entre Japon et États-Unis pourrait élabousser les relations de sécurité. La tentation serait forte à Washington de privilégier la sécurité du continent américain plutôt que d'assurer la sécurité du monde, ne serait-ce que pour dégager des marges de manœuvre budgétaires afin de financer les ferments de croissance. Le cercle des intérêts vitaux des États-Unis pourrait peu à peu se rétrécir pour coïncider avec le cercle des intérêts économiques majeurs du capitalisme américain : la zone de libre-échange nord-américaine.

Au pire, le couplage économie-sécurité, qui a joué depuis la guerre en faveur du Japon, pourrait se retourner contre lui. Autrefois, l'Amérique pardonnait le mercantilisme de son principal allié en Asie, parce que le « porte-avions japonais » était un élément essentiel de son dispositif d'encercllement de l'URSS. Demain, les États-Unis utiliseront peut-être la menace du retrait de leur bouclier militaire comme instrument de pression économique sur le Japon.

Dans cette hypothèse, un gouvernement fort du Japon, laissé en tête à tête avec la grande Chine, rehausserait son budget militaire et inquiéterait ses voisins.

Si les États épousent les rivalités des grandes firmes, les tensions pourraient monter rapidement d'une rive à l'autre du Pacifique et au sein de l'Asie orientale. Heureusement, ce scénario n'est pas inéluctable.

## UN NOUVEL ÉTAT, CIVIL

Un État civil, c'est-à-dire au service des citoyens, peut-il peu à peu émerger du désordre politique que vit actuellement le Japon ? C'est aux spécialistes de science politique de répondre à cette question. Que pourrait faire cet État civil ? Ranimer la croissance en l'axant sur les besoins des Japonais. Diffuser un modèle de développement rapide et démocratique.

La croissance reste nécessaire au Japon pour deux raisons. La moins importante est de contenir le chômage, actuellement faible mais qui pourrait croître si le marasme se prolongeait et si les entreprises devaient se débarrasser de leurs sureffectifs. Le principal motif est de perpétuer l'équilibre entre les générations qui caractérise le modèle japonais : les jeunes apportent leur créativité et attendent avec patience

et frugalité de prendre la relève des aînés ; les quinquagénaires ont respectabilité, responsabilité et pouvoir d'achat ; les septuagénaires sont assurés d'un revenu décent.

Cette croissance peut être ranimée en satisfaisant des besoins fondamentaux de logement, de cadre de vie, de formation. Ainsi, porter la surface moyenne des logements de 29 mètres carrés par personne (taille actuelle) à 40 mètres carrés (taille européenne) ouvrirait des chantiers fabuleux de construction. Encore faut-il avoir les terrains, ce qui implique une réforme foncière au détriment des agriculteurs, une décentralisation pour mieux répartir les activités sur le territoire et des systèmes rénovés de transports et de télécommunications.

20 Le cadre de vie pourrait être amélioré par des équipements collectifs, non seulement d'intérêt économique mais aussi de portée sociale (parcs, assainissement, crèches, maisons de retraite, etc.). Mais cela suppose que l'État japonais s'endette davantage pour absorber une fraction des 130 milliards de dollars d'excédent d'épargne que le pays place actuellement à l'étranger, ce à quoi répugnent les hauts fonctionnaires des Finances.

La formation enfin semble être l'un des créneaux les plus prometteurs du futur multimédiatique, qui verra chaque foyer équipé de plusieurs écrans interactifs. Les jeunes pourraient suivre leurs cours du soir sans sortir de la maison (et ensuite faire un jeu vidéo) ; les mères pourraient se remettre à niveau après la pause de la maternité (et même travailler à domicile sur écran) ; les pères, toujours angoissés, pourraient se recycler (et perfectionner leur jeu de go).

Une croissance plus rapide reste possible, tournée vers le marché intérieur plutôt que vers les marchés étrangers. Elle suppose de donner des ordres aux hauts fonctionnaires qui dirigent l'appareil d'État, et de s'en prendre aux rentes de situation des propriétaires fonciers (entreprises et individus) et des couches non salariées qui survivent grâce au maintien de prix élevés (agriculteurs, artisans et commerçants) en donnant la priorité à la classe moyenne salariée urbaine.

## DÉVELOPPEMENT AUTORITAIRE ET DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE

Le modèle de développement japonais a connu deux phases : la première, autoritaire, a conduit au paroxysme de la guerre de 1941-1945 ; la seconde, démocratique, s'est ouverte après la défaite.

Un débat agite actuellement l'Asie sur le caractère occidental ou universel des valeurs démocratiques. Il prend parfois un ton vif, tel celui du Premier ministre de Malaisie, M. Mahathir, qui évoque dans le *International Herald Tribune* « des systèmes et des valeurs qui ont été conçus ailleurs pour le bien d'autres peuples<sup>1</sup> ». Il affirme que « Hong Kong excepté, toutes les économies du miracle asiatique rejettent le capitalisme du laisser-faire » et que « des nations dont le gouvernement change fréquemment ne peuvent avoir des politiques cohérentes et continues, particulièrement à l'égard des investisseurs étrangers ». Il dénonce le fait que « les pays occidentaux veulent imposer leurs principes aux autres par des moyens non démocratiques » et donne en exemple « la proposition récente d'un salaire minimum mondial ». La conclusion de son article est ambiguë : « Les nations occidentales ont fait une erreur vis-à-vis du Japon. Elles ne vont plus en commettre d'autres. »

21

Au mieux, la nature de cette « erreur » n'est pas claire. Au pire, s'exprime une nostalgie du capitalisme japonais autoritaire, qui était capable de « dire non » aux États-Unis.

Le Japon pourrait au contraire plaider auprès de ses voisins asiatiques que

- l'on peut avoir un État fort *et* démocratique,
- le développement rapide et démocratique est possible,
- personne n'aurait avantage à une guerre économique avec les États-Unis, les pays asiatiques moins que tout autre, tant leurs ventes outre-Pacifique sont importantes,
- ensemble, les pays asiatiques pourraient « exporter » leur modèle de développement de proche en proche à la péninsule indochinoise, à l'Asie du Sud, à l'Afrique enfin.

La Corée du Sud et Taiwan commencent à dépasser le modèle autoritaire de développement et montrent la direction à suivre.

Pour être pleinement convaincant, le Japon devrait ouvrir en grand son marché aux biens de consommation fabriqués par ses partenaires asiatiques, de façon à leur permettre de réduire leur dépendance vis-à-vis du marché nord-américain et de réduire les excédents « structurels » dont il bénéficie à l'égard de tous (Chine exceptée).

---

1. Mahathir Bin Mohamad, « East Asia will find its own roads to democracy », *International Herald Tribune*, 17 mai 1994.

Dans une telle perspective, le Japon pourrait apporter une contribution originale et importante aux Nations unies, qui justifierait le siège permanent au Conseil de sécurité qu'il ambitionne. Le Japon diffuserait vers les pays du Sud son aide, sa technologie, son exemple.

## CONCLUSION

« Personne ne souhaitait abandonner l'état présent d'un isolement très confortable. » Cette phrase de Paul Kennedy à propos des États-Unis de 1913 caractérise assez bien le Japon de 1993<sup>1</sup>. L'historien écrit aussi : « Les États-Unis étaient indubitablement devenus une grande puissance, mais ils ne faisaient pas partie du système des grandes puissances. » Comme les États-Unis de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Japon est devenu une grande puissance économique sans être une grande puissance militaire.

La similitude s'arrête là, car la chute du mur de Berlin a effondré ce système des grandes puissances qui s'appelait « guerre froide ».

Les apôtres de la triade comme les pessimistes du mercantilisme ont un défaut commun : l'économisme. Ils oublient que la puissance comme la menace a deux visages : commercial et militaire. Peut-être ont-ils cru que l'hégémonie militaire des États-Unis maintiendrait l'ordre de la planète, moyennant une cotisation payée par les pays riches comme le Japon. Leurs illusions ont été vite déçues : les intérêts vitaux des États-Unis sont encore mal redéfinis mais, à l'évidence, ils n'englobent plus le monde entier.

Dans un monde plus agité et plus incertain, le Japon devra bientôt décider de ce que sont ses valeurs essentielles et ses intérêts vitaux. Ces choix fondamentaux ne pourront plus être abandonnés aux aléas et aux pressions extérieures.

L'image du typhon qui ouvrait cet article est trompeuse : le Japon tient son sort entre ses mains et ne peut plus dissimuler son indécision chronique derrière les menaces de la nature (le typhon) ou de l'étranger (les États-Unis). De même qu'il a accédé à la frontière technologique et se trouve sans repères pour orienter son économie (puisque l'Amérique n'est plus devant mais au coude à coude), de même il est parvenu à une frontière politique, où il ne peut plus calquer son comportement sur celui de l'oncle américain.

---

1. Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, New York, Random House, 1987, p. 248.

Un État civil tourné vers les citoyens, une sécurité concentrée sur l'archipel, une action internationale axée sur l'aide au développement constituent un scénario possible, pas une évolution certaine de la démocratie japonaise.

## R É S U M É

---

*Le Japon est sorti, de façon irréversible, d'un monde certain où les États-Unis assuraient la sécurité de l'archipel, étaient la puissance technologique à rattraper et accueillait avec bienveillance les produits japonais. La croissance rapide, gérée par la collusion de la bureaucratie, des grandes entreprises et du Parti libéral-démocrate, assurait le progrès du niveau de vie et l'harmonie sociale.*

*Désormais, les États-Unis défendent leur propre industrie... à la japonaise, en jouant notamment d'une monnaie sous-évaluée. La Chine renforce sa présence économique et militaire. Les intérêts particuliers étouffent la volonté générale. Les citoyens souhaitent une vie politique plus transparente et se préoccupent de la sécurité de l'emploi des cadres.*

*Le capitalisme démocratique du Japon – exceptionnel en Asie – est obligé de choisir sa place dans le monde et d'adapter son État en conséquence. Soit il se crispe sur un État corporatiste, conservateur à l'intérieur et agressif à l'extérieur, soit il mue vers un nouvel État, civil, qui relance activement la croissance interne par la qualité de la vie et qui diffuse dans le tiers monde le modèle d'un développement dirigé mais démocratique.*